

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 2085

[C — 2005/11348]

12 AOUT 2005. — Arrêté ministériel portant dispositions particulières en matière de prix pour le secteur des établissements d'accueil pour personnes âgées

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, notamment l'article 2, modifié par les lois des 23 décembre 1969, 30 juillet 1971 et 17 juillet 1975;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix, modifié par les arrêtés ministériels des 29 novembre 1995 et 9 février 2001;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix, donné le 12 avril 2005;

Vu l'avis 38.526/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° **Ministre** : le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions;

2° **établissements d'accueil pour personnes âgées** : les maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres d'accueil de jour, centres d'accueil de nuit, centres d'accueil de courte durée pour personnes âgées, les résidences-services;

3° **services** : toutes les prestations de services à l'exclusion de celles fournies en exécution d'un contrat de louage de travail, d'emploi, d'apprentissage ou de louage de services domestiques;

4° **produits** : produits, matières, denrées, marchandises;

5° **marges** : différence entre le prix de vente et le prix d'achat d'un produit ou d'un service, exprimée en pourcentage sur le prix d'achat.

CHAPITRE II. — Procédure de demande de hausse de prix

Art. 2. Les établissements d'accueil pour personnes âgées ne peuvent appliquer de hausse de prix ou de hausse de marges sans demande préalable.

Art. 3. § 1^{er}. Toute demande de hausse de prix ou de marges est envoyée au Service des Prix, boulevard du Roi Albert II, 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée avec avis de réception.

§ 2. Pour être recevable, la demande doit contenir les informations suivantes :

1° la dénomination sociale, la forme juridique du pouvoir organisateur, le nom et l'adresse de l'établissement, et le cas échéant, le numéro d'entreprise;

2° la nature et les spécifications des services et produits ainsi que le chiffre d'affaires concerné;

3° les prix de vente actuels et demandés et leur date d'application;

4° les ristournes accordées;

5° un aperçu du personnel occupé au moment de la demande et un aperçu du personnel occupé au cours des trois années qui précèdent la demande, en équivalents temps plein;

6° la justification chiffrée de la hausse demandée;

7° les comptes annuels de l'établissement pour les trois derniers exercices clôturés et le cas échéant, les comptes d'exploitation de la division concernée;

8° un aperçu détaillé de toutes les interventions et subsides accordés par les autorités fédérales et/ou régionales/communautaires;

9° le nombre de journées d'hébergement facturées aux résidents sur une période de trois ans.

Pour introduire la demande de hausse, un formulaire est délivré gratuitement par le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 2085

[C — 2005/11348]

12 AUGUSTUS 2005. — Ministerieel besluit houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen voor de sector van de instellingen voor bejaardenopvang

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1969, 30 juli 1971 en 17 juli 1975;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 29 november 1995 en 9 februari 2001;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen, gegeven op 12 april 2005;

Gelet op het advies 38.526/1 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° **Minister** : de Minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft;

2° **instellingen voor bejaardenopvang** : de rusthuizen, de rust- en verzorgingstehuizen, de centra voor dagopvang, de centra voor nachtopvang, de centra voor kortverblijf voor bejaarden, de serviceflatgebouwen;

3° **diensten** : alle prestaties van dienstverlening met uitzondering van deze welke geleverd worden in uitvoering van een arbeids-, bedienden-, leer- of dienstbodencontract;

4° **producten** : producten, grondstoffen, eetwaren, koopwaren;

5° **marges** : verschil tussen de verkoopprijs en de aankoopprijs van een product of een dienst, uitgedrukt in een percentage op de aankoopprijs.

HOOFDSTUK II. — Procedure van prijsverhogingsaanvraag

Art. 2. De instellingen voor bejaardenopvang mogen geen prijsverhogingen of verhogingen van hun marges toepassen zonder voorafgaande aanvraag.

Art. 3. § 1. Elke aanvraag tot verhoging van de prijzen of de marges wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst toegezonden aan de Prijzendienst, Koning Albert II-laan, 16, 1000 Brussel.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag volgende gegevens bevatten :

1° de maatschappelijke benaming, de juridische vorm van de inrichtende macht, de naam en het adres van de instelling, en in voorkomend geval, het ondernemingsnummer;

2° de aard en specificaties van de diensten en producten alsook de betrokken omzet;

3° de huidige en de gevraagde verkoopprijzen en hun toepassingsdatum;

4° de toegestane kortingen;

5° een overzicht van het bestaande personeelsbestand op het moment van de aanvraag en een overzicht van het personeelsbestand gedurende de drie jaren die voorafgaan aan de aanvraag, uitgedrukt in voltijdse equivalenten;

6° de becijferde rechtvaardiging van de gevraagde verhoging;

7° de jaarrekeningen van de instelling voor de laatste drie afgesloten boekjaren en, in voorkomend geval, de uitbatingrekeningen van de betrokken afdeling;

8° een gedetailleerd overzicht van alle tegemoetkomingen en subsidies verstrekt door de federale en/of gemeenschaps/gewestelijke overheden;

9° het aantal ligdagen dat gefactureerd werd aan de bewoners over een periode van drie jaar.

Om de verhogingsaanvraag in te dienen wordt een gratis formulier verstrekt door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

Lorsque la demande n'est pas complète, le Service des Prix en avertit l'établissement par lettre recommandée dans les dix jours qui suivent la date de la réception en indiquant les données manquantes. Le délai de soixante jours prévu à l'article 4 ne commence à courir qu'à partir de la date de la réception par le Service des Prix de toutes les données requises.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande complète, la décision du Ministre relative à la hausse des prix d'hébergement et des marges qu'il autorise, est signifiée au demandeur par lettre recommandée.

§ 2. L'établissement peut appliquer la hausse des prix d'hébergement et des marges autorisée, dès le jour de la réception de la décision du Ministre et après avoir notifié les prix d'hébergement et les pourcentages de marges appliqués et leur date d'application auprès du Service des Prix.

§ 3. En l'absence d'une décision dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande complète, l'établissement est habilité à appliquer la hausse des prix d'hébergement et des marges demandée après avoir notifié par lettre recommandée avec avis de réception, les prix et marges appliqués et leur date d'application auprès du Service des Prix.

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 2 et 3, l'établissement peut notifier par lettre recommandée avec avis de réception au Service des Prix la hausse des prix d'hébergement qui sera appliquée, lorsque cette hausse se limite au plus, à un pourcentage qui correspond à une adaptation linéaire du prix à l'indice des prix à la consommation sur une période de maximum trente-six mois précédant le mois au cours duquel la notification est réceptionnée. Cette période de trente-six mois est limitée au mois précédant soit la dernière décision du Ministre, soit la réception de la dernière notification effectuée au sens du présent article. En l'absence d'une décision du Ministre, la période de trente-six mois est limitée par la date de la notification des prix appliqués par l'établissement.

§ 2. La notification mentionne les prix d'hébergement et leur date d'application, les nouveaux prix d'hébergement et leur date d'application, ainsi que le pourcentage de hausse, arrondi à deux décimales.

Sans préjudice des dispositions régionales et/ou communautaires, à défaut d'un refus par le Service des Prix dans les dix jours qui suivent la réception de la notification, la hausse notifiée peut être appliquée au plus tôt, à partir du quinzième jour à dater de la réception de la notification.

Art. 6. § 1^{er}. Les prix des services et produits qui peuvent être considérés comme nouveaux sont notifiés au Service des Prix au plus tard dix jours avant leur mise en application.

Cette notification est faite par lettre recommandée avec avis de réception en reprenant les mentions « notification de service nouveau » et/ou « notification de produit nouveau » sur la lettre.

A défaut d'un rejet par le Service des Prix dans les dix jours qui suivent la date de la réception de la notification, le service et/ou produit sera considéré comme nouveau.

§ 2. Ne peuvent en aucun cas être considérés comme nouveaux :

1° les services et/ou produits qui ont un similaire ou un correspondant existant dans l'établissement;

2° l'offre de services et/ou produits qui font l'objet d'une cession d'activités ou d'une reprise d'activités après une liquidation ou faillite d'un établissement.

§ 3. Toute hausse de prix appliquée aux résidents qui sont transférés dans un nouveau bâtiment, une nouvelle extension, un bâtiment existant transformé, doit faire l'objet d'une demande de hausse de prix, conformément aux articles 2 et 3.

CHAPITRE III. — *Information générale*

Art. 7. Sur demande du Service des Prix, les établissements sont tenus de fournir toutes informations relatives à l'évolution des prix.

CHAPITRE IV. — *Disposition pénale*

Art. 8. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des chapitres II et III de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

Wanneer de aanvraag niet volledig is, verwittigt de Prijzendienst de instelling bij aangetekend schrijven binnen tien dagen die volgen op de datum van de ontvangst van de aanvraag en wijst op de ontbrekende gegevens. De termijn van zestig dagen bedoeld in artikel 4 begint pas te lopen vanaf de datum van ontvangst door de Prijzendienst van alle vereiste gegevens.

Art. 4. § 1. Binnen zestig dagen die volgen op de ontvangst van de volledige aanvraag, wordt de beslissing van de Minister met betrekking tot de verhoging van de dagprijzen en van de marges die hij toestaat, bij aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend.

§ 2. De onderneming mag de toegestane verhoging van de dagprijzen en de marges toepassen vanaf de dag dat zij de beslissing van de Minister heeft ontvangen en nadat ze de toegepaste dagprijzen en de percentages van de marges en hun toepassingsdatum heeft meegedeeld aan de Prijzendienst.

§ 3. Bij ontstentenis van een beslissing binnen zestig dagen die volgen op de ontvangst van de volledige aanvraag, is de instelling gerechtigd de gevraagde verhoging van de dagprijzen en marges toe te passen nadat ze de toegepaste dagprijzen en marges en hun toepassingsdatum bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst heeft meegedeeld aan de Prijzendienst.

Art. 5. § 1. In afwijking van de artikelen 2 en 3, mag de instelling de verhoging van de dagprijzen die zij zal toepassen aan de Prijzendienst meedelen bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, wanneer deze zich ten hoogste beperkt tot een percentage dat overeenkomt met een lineaire aanpassing van de prijzen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen over een periode van maximum zesendertig maanden voorafgaand aan de maand waarin de kennisgeving wordt ontvangen. Deze periode van zesendertig maanden wordt beperkt door de maand voorafgaand aan hetzij de laatste beslissing van de Minister, hetzij de ontvangst van de laatste kennisgeving gedaan in de zin van dit artikel. Bij ontstentenis van een beslissing door de Minister wordt de periode van zesendertig maanden beperkt door de datum van de kennisgeving door de instelling van de toegepaste prijzen.

§ 2. De kennisgeving bevat de toegepaste dagprijzen en hun toepassingsdatum, de nieuwe dagprijzen en hun toepassingsdatum, alsook het percentage van de verhoging, afgerond op twee decimalen.

Onverminderd de gewestelijke en/of gemeenschapsbepalingen mag bij ontstentenis van een weigering door de Prijzendienst binnen de tien dagen die volgen op de ontvangst van de kennisgeving, de meegeerde verhoging toegepast worden ten vroegste vanaf de vijftiende dag te rekenen vanaf de ontvangst van de kennisgeving.

Art. 6. § 1. De prijzen van de diensten en producten die als nieuw kunnen aanzien worden, worden aan de Prijzendienst ter kennis gebracht uiterlijk tien dagen vóór hun toepassing.

Deze kennisgeving gebeurt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst en de vermeldingen « kennisgeving nieuwe dienst » en/of « kennisgeving nieuw product » wordt op de brief worden aangebracht.

Bij ontstentenis van een weigering door de Prijzendienst binnen tien dagen die volgen op de ontvangst van de kennisgeving, zal de dienst en/of het product aanzien worden als nieuw.

§ 2. Kunnen in geen geval als nieuw worden aanzien :

1° de diensten en/of producten die een gelijkenis of overeenstemming vertonen binnen de instelling;

2° het aanbod van diensten en/of producten die het voorwerp uitmaken van een afstand van activiteiten of van een overname van activiteiten na een liquidatie of faling van een instelling.

§ 3. Elke prijsverhoging die toegepast wordt voor bewoners die overgebracht worden naar een nieuw gebouw, een nieuwe uitbreiding, een verbouwd bestaand gebouw, moet het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot prijsverhoging conform de artikelen 2 en 3.

HOOFDSTUK III. — *Algemene inlichtingen*

Art. 7. De instellingen zijn verplicht om op vraag van de Prijzendienst, alle inlichtingen te verschaffen in verband met de prijzevolutie.

HOOFDSTUK IV. — *Strafbepaling*

Art. 8. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. 9. A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix, les mots « — les établissements d'accueil pour personnes âgées; » sont supprimés.

Art. 10. Les demandes de hausse des prix d'hébergement et des marges introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté par application des dispositions réglementaires antérieures, pour lesquelles aucune décision n'a encore été formulée ou dont le délai n'est pas encore échu sont traitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix, modifié par l'arrêté ministériel du 9 février 2001.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005.

Bruxelles, le 12 août 2005.

M. VERWILGHEN

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 9. In artikel 3 van het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen vervallen de woorden « — de instellingen voor bejaardenopvang; ».

Art. 10. De aanvragen tot verhoging van de dagprijzen en de marges ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit in toepassing van vroegere reglementaire bepalingen, en die nog niet geleid hebben tot een beslissing of waarvoor de termijn nog niet verstreken is, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 9 februari 2001.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2005.

Brussel, 12 augustus 2005.

M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 2086

[C — 2005/11349]

12 AOÛT 2005. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 décembre 1989 relatif aux prix des médicaments remboursables

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi-programme du 22 décembre 1989, notamment l'article 318;

Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 1989 relatif aux prix des médicaments remboursables, notamment l'article 7, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté ministériel du 20 mars 2001;

Vu l'avis de la Commission des Prix des Spécialités pharmaceutiques, donné le 22 septembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2004;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 mars 2005;

Vu l'avis n° 38.277/1 du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 7, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1989 relatif aux prix des médicaments remboursables, remplacé par l'arrêté ministériel du 20 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 3, les mots « et inférieur ou égal à 62,98 euros » sont insérés entre les mots « 38,97 euros » et « , les maxima »;

2° il est ajouté un point 4, rédigé comme suit :

« 4. lorsque, en application des marges telles que prévues sous 1 et 2, le prix de vente au public, T.V.A. non comprise, est supérieur à 62,98 euros, les maxima susmentionnés peuvent être augmentés d'un montant qui est calculé comme étant un pourcentage de la différence entre le prix de vente au public, T.V.A. non comprise, ainsi obtenu et 24 euros.

Ce pourcentage s'élève à 0,77 % pour le grossiste et à 2,61 % pour le pharmacien et le médecin tenant dépôt. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Bruxelles, le 12 août 2005.

M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 2086

[C — 2005/11349]

12 AUGUSTUS 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 december 1989 betreffende de prijzen van de terugbetaalbare geneesmiddelen

De Minister van Economie,

Gelet op de programmawet van 22 december 1989, inzonderheid op artikel 318;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 december 1989 betreffende de prijzen van de terugbetaalbare geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 7, eerste lid, vervangen bij het ministerieel besluit van 20 maart 2001;

Gelet op het advies van de Prijzencommissie voor de Farmaceutische Specialiteiten, gegeven op 22 september 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 oktober 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 17 maart 2005;

Gelet op het advies nr. 38.277/1 van de Raad van State, gegeven op 21 april 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7, eerste lid, van het ministerieel besluit van 29 december 1989 betreffende de prijzen van de terugbetaalbare geneesmiddelen, vervangen bij het ministerieel besluit van 20 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3 worden de woorden « en lager dan of gelijk aan 62,98 euro » ingevoegd tussen de woorden « 38,97 euro » en « zou »;

2° een punt 4 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 4. wanneer bij toepassing van de marges bedoeld in 1 en 2, de verkoopprijs aan publiek, B.T.W. niet inbegrepen, hoger dan 62,98 euro zou bedragen, mogen de vermelde maxima worden verhoogd met een bedrag dat wordt berekend als een percentage op het verschil tussen de aldus bekomen verkoopprijs aan publiek, B.T.W. niet inbegrepen, en 24 euro.

Dit percentage bedraagt voor de groothandelaar 0,77 % en voor de officina-apotheker en de dephoudende dokter 2,61 %. » .

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006.

Brussel, 12 augustus 2005.

M. VERWILGHEN